

# Rapport annuel sur l'état de la France en 2015

## Déclaration du groupe de la CGT

Vous avez tenu, Monsieur le rapporteur, à contester vigoureusement les thèses « déclinistes » qui insistent sur les difficultés de la société française et sur ses faiblesses dans la compétition internationale. Vous leur opposez les signes de vitalité civique dont vous voyez un symbole dans les rassemblements du 11 janvier pour la liberté d'expression.

Si ce parti pris a pu être discuté au sein de la section de l'économie et des finances, les analyses économiques qui constituent le corps du rapport sont, elles, solidement étayées. Vous recensez les signes d'une reprise, liés à un contexte international favorable (baisse du prix du pétrole, baisse de l'euro) mais vous n'en ignorez pas les fragilités, confirmées par les événements qui se sont produits depuis la rédaction du rapport, comme la crise boursière chinoise.

Le rapport rappelle la nécessité actuelle des services publics « à la française ». Il place, à juste titre, l'emploi, première préoccupation des Français et condition d'une réussite de la transition écologique, au premier rang des objectifs que la politique économique devrait viser – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Le rapport accorde l'attention nécessaire à la dimension européenne des politiques économiques. Il note qu'en Grèce l'arrivée, en janvier dernier, d'un gouvernement anti-austérité a ouvert une brèche dans la doctrine européenne dominante et il s'interroge sur l'attitude des créanciers qui ont persisté à imposer la poursuite des politiques antérieures. Il dénonce la volonté de réduire à tout prix les dépenses publiques et il plaide pour un large plan d'investissements publics pour développer les services publics et favoriser la transition énergétique.

Les événements qui se sont produits depuis la rédaction du rapport confirment la pertinence de ces propositions : pour pouvoir rester une terre de liberté, d'égalité et de fraternité – par exemple en recevant comme il se doit les migrants qui fuient la guerre et la misère aux frontières de l'Europe – la France devra se donner des moyens, notamment économiques.

La CGT se retrouve pleinement dans les propositions développées dans le rapport pour que la BCE se voie dotée d'une mission de soutien à la croissance réelle et à l'emploi. En effet, injecter sans conditions des liquidités sur les marchés alimente tous les aspects pervers de la financiarisation et encourage une spéculation porteuse de futures crises. Il faut donc que les banques commerciales soient fortement incitées à relayer cette création monétaire en l'orientant en faveur de l'emploi et de la croissance réelle. C'est pourquoi vous préconisez, à juste titre, que la BCE réserve ses

refinancements à des crédits répondant à des critères précis en matière économique (création de valeur ajoutée dans les territoires), sociale (emploi, formation) et environnementale (économies de ressources naturelles).

Il est très significatif que la troisième assemblée de la République fasse siennes ces recommandations et c'est une des nombreuses raisons pour lesquelles la CGT a voté cet avis.